

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 20 NOVEMBRE 1979 - N°997

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Nouvelles manifestations anti-américaines à Téhéran



Vendredi après-midi et samedi plus de 100 000 manifestants ont défilé devant l'ambassade américaine de Téhéran, au cri de «A mort Carter, à mort l'Amérique». Samedi également les commerçants du Bazar avaient fermé leurs portes.

Une femme et deux «marines» noirs ont été libérés de l'ambassade US où ils étaient détenus. Lundi matin, ils étaient dans un avion à direction de Copenhague. Par ailleurs, à l'heure où nous mettons sous presse, dix autres personnes devaient être remises à la Croix-Rouge.

### DOCUMENT

## Le maire de Naplouse parle

Lire en pages 6 et 7

## Tournée électorale de Giscard dans le Sud-Ouest

# Discours au chloroforme et grenades au chlore



## Alsthom Saint-Ouen

### LES GREVISTES

### BLOQUENT

### LES ACCES DE L'USINE

Lundi matin, lors d'une assemblée générale tenue à 7 heures au quai de réception des marchandises, les grévistes des usines Alsthom de Saint-Ouen autour desquelles rôdaient encore quelques nervis (les flics s'étant retirés durant le week-end), ont décidé à la majorité de continuer la grève totale à l'intérieur de l'usine où ils étaient entrés peu avant en scandant : «350 F pour tous».

Cette forme de lutte permet à la fois tout blocage de la production et le maintien de l'unité des travailleurs en évitant la dispersion.

Des propos tenus par certains membres de la direction de la CGT laissaient entendre qu'il fallait reprendre le travail...

LIRE EN PAGE 3

Giscard en quête de voix comptait décrier la vie politique française : il y a réussi auprès du pharmacien de Villefranche-sur-Rouergue et de quelques élus de gauche. Mais une manifestation de 20 000 à 30 000 travailleurs l'attendait à Toulouse : impossible de décrier tranquillement ! Comme on entendait trop les slogans hostiles, les CRS lançaient des grenades au chlore.

Le lendemain, dans un lieu plus calme, côté cour, il faisait assaut de démagogie pour présenter le plan du grand Sud-Ouest. Comme en rêve, il voyait déjà les économistes de l'an 2000 s'interroger sur les causes de la prodigieuse réussite du plan Giscard, et sans doute du résultat triomphal de sa réélection.

Modeste, il a trouvé ailleurs qu'en lui-même les causes du succès — futur il est vrai — de ce plan : les peupliers à l'automne et la lumière de la forêt landaise. Des lieux où l'on ne rencontre pas de manifestants.

LIRE EN PAGE 4

**INFORMATIONS GENERALES**

● **Dix ans de prison pour Christina von Opel**

Le tribunal correctionnel de Draguignan n'a pas suivi le procureur qui, dans un réquisitoire indulgent, n'avait requis que cinq ans d'emprisonnement contre Christina Von Opel convaincue de trafic de drogue (2 tonnes et demie !). Elle a été condamnée à dix ans d'emprisonnement et 500 000 F d'amendes douanières.

De là à en conclure, comme on a pu l'entendre et le lire, qu'il n'y a donc pas de justice de classe en France...

● **Réclusion criminelle pour trois policiers-voleurs**

Il y a deux ans, trois policiers d'Athis-Mons (Essonne) avaient volé 12 000 F et des bijoux chez une retraitée. Cette « bavure » vient de se solder par des peines de douze et dix ans de réclusion criminelle pour les trois braqueurs en uniforme.

**Maternelle, 94 rue des Couronnes - Paris XX<sup>e</sup>**

**DANGER, ECOLE**

Le 18 décembre 1978, une sous-commission préfectorale rendait ses conclusions, après une enquête sur les nombreux problèmes de sécurité posés par l'école du 94 rue des Couronnes, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle estimait à l'époque que cet établissement présentait des « dangers certains ». Il y a donc bientôt un an que ce rapport est déposé. Depuis, rien n'a été fait !

Parmi les risques d'accidents possibles, voici les plus criants : l'isolation du local de la chaudière à gaz n'est pas faite, il donne par contre sur ce qu'on appelle le « vide sanitaire », qui n'est pas aéré. En cas de fuite, le gaz peut s'accumuler dans ce vide sanitaire, sans qu'on s'en aperçoive. Personne ne sait où se trouvent les vannes d'arrivée et de fermeture du gaz, qui restent donc ouvertes toute l'année. Entre le local de la chaudière et les classes, le mur devrait être en béton et avoir 30 cm de large. Il n'en a que 15 ! Ces normes devraient permettre que le mur résiste deux heures, ce qui n'est donc pas le cas. D'autant plus que les portes du local de la chaudière ne sont pas pare-feu, mais simplement taillées dans le bois. Au plafond du vide sanitaire est collée une couche de polystyrène, dont on sait qu'en cas d'incendie, il dégage une dense fumée

et des gaz toxiques. Encore deux choses : le SAS de la chaudière donne dans le préau, et en cas de problème au moment d'une récréation, si les enfants sont dans la cour du bâtiment neuf, ils sont obligés de passer par le bâtiment pour évacuer l'école !

240 enfants de maternelle sont donc dans une école qualifiée de « à risques ». Qu'attend l'administration ? Ses parents sont mobilisés depuis quelques semaines. Une centaine d'entre-eux ont signé une pétition, en attendant de faire plus. De toute évidence, les écoles des quartiers populaires sont complètement délaissées. A quelques pas de là, rue Laver, un élève a reçu une vitre qui s'est descellée. Il a été sérieusement blessé à la tête et aux mains. Dans le 19<sup>e</sup> également, de très gros problèmes se posent. Nous y reviendrons.

M.C.

**le quotidien du peuple**

- Directeur politique ..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières. .... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints. .... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique ..... Nicolas Duvallois
- Section internationale ..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales ... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction ..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple  
 Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J  
 CCPN° 23 132 48 F - Paris  
 Directeur de Publication : Y. Chevet  
 Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
 Commission Paritaire : 56 942

Manifestations, appels, nouvelles associations

**LES ADVERSAIRES DE L'AVORTEMENT FONT LE FORCING**

A quelques jours de l'examen de la loi Veil devant l'Assemblée nationale, tout ce que la France compte de plus réactionnaire, se mobilise contre le droit des femmes à avorter librement.

Samedi, c'était une démonstration dans la rue, annoncée par une affiche exhibant un fœtus menacé de mort par les « avorteurs »...

Venus de toute la France, les manifestants, répondant à l'appel d'organisations comme Laissez-les-Vivre, ou SOS-Futures Mères, ont défilé de la tour Montparnasse à l'Assemblée Nationale. Les slogans : « Avorter, c'est tuer », « la France massacre des innocents ».

Mais à côté des violentes déclarations d'organisations comme « Laissez-les-vivre » qui tenait son congrès ce week-end, on trouve toute une gamme de manœuvres visant le même but.

C'est ainsi que l'on fait donner l'artillerie lourde en rassemblant les signatures de 94 académiciens (Académie Française, Académie de médecine, etc...) au bas d'un texte selon lequel la loi Veil aurait contribué « à élargir le laxisme des mœurs et à aggraver la dénatalité ». Ces messieurs pleins de sérieux n'en font guère la preuve ici puisque les statistiques les plus officielles montrent que la courbe de la natalité n'a pas chuté depuis l'entrée en vigueur de la loi Veil. On remarquera au passage parmi les signataires le nom du président du Conseil de l'Ordre des médecins : après avoir fait mine de revenir sur son opposition à l'avortement, Lortat-Jacob retourne donc sa veste.

« A la base », si on peut dire, les opposants ne restent pas inactifs. Ainsi à Tours, le professeur Soutoul, après avoir calomnié pendant 4 ans, le centre

IVG de l'hôpital, prétend aujourd'hui en prendre la direction. Selon lui, le CIVG marche bien mais son personnel « a glissé vers un militantisme et un parrainage du Planning familial qui est nettement politisé ». Il compte d'ailleurs ne garder que « les personnes de bonne volonté ». L'ennui, c'est que le directeur actuel du CIVG n'a pas l'intention de lui céder la place et que les syndicats se mobilisent

pour empêcher toute éviction du personnel vacataire.

On citera enfin la création récente d'une association « Vie et liberté » qui se propose de venir en aide aux femmes enceintes tentées par l'avortement en raison de leur situation matérielle. Des invectives de « laissez-les-vivre » à la touchante sollicitation de « Vie

et liberté », en passant par les pressions sur les praticiens, tout est bon pour les adversaires de l'avortement.

Raison de plus pour renforcer la mobilisation, à l'occasion de la prochaine marche pour l'avortement libre et gratuit, samedi 24 novembre.

Claude ANCHER

**Le PCF à la Porte-de-Pantin**

Le PCF, a fait ce samedi son rassemblement à la Porte-de-Pantin pour l'application et l'amélioration des lois sur la contraception et l'avortement, rassemblant quelques milliers de personnes. D'autres initiatives ont été prises également dans diverses villes.

C'est samedi prochain que de nombreuses organisations manifesteront place de la Bastille en faveur de l'avortement libre et gratuit.



Les adversaires de l'avortement libre et gratuit devant l'Assemblée nationale.

**780 MILLIONS DE METRES CUBES DE GAZ SOUS LES ARBRES DE RAMBOULLET ?**

« Respectez et protégez la forêt de Rambouillet, qui vous accueille pour votre joie », indiquent un peu partout des panneaux, à l'entrée de la forêt domaniale. Ces panneaux ne s'adressent sans doute pas à tout le monde... puisqu'on vient d'apprendre

Plusieurs villages du canton de Saint-Arnoult-en-Yvelines sont concernés, et refusent le projet qu'on veut leur imposer. On parle déjà de creuser des puits exploratoires, trois ou cinq, dès 1980, puis les études sismiques sont favorables. On parle d'abattre des arbres, et d'injecter le gaz à 400 mètres de fond, dans une nappe aquifère, sous une épaisse couche d'argile. Inévitablement, vont surgir plates-formes de ciment et gazoducs, installations pour transformer la pression du gaz... Tout cela ne passera pas inaperçu !

C'est pourtant une région protégée, avec le parc

animalier de Claire-Fontaine, le futur parc naturel régional de la vallée de Chevreuse...

Pourquoi un tel projet ? Selon le ministre de l'Industrie, cette réserve de gaz aux portes de Paris serait « vitale ». Les problèmes pétroliers semblent pousser le ministre à tout mettre en œuvre pour obtenir un stock de gaz équivalent à une année complète de consommation, en tablant même sur un rude hiver. Ce qui donne l'équivalent de 73 milliards Kwh pour 1985, 100 milliards en 1990 : 10 milliards de mètres cubes, qui devront d'ailleurs être doublés, puisque ce système de

stockage rend irrécupérable la moitié du gaz ! Solution à première vue peu économique, et qui ne serait sur pied que dans une dizaine d'années, vu la longueur des travaux.

Au ministère, on indique que ce procédé n'est pas dangereux. C'est à voir. L'usine-réservoir de Chémery, dans le Loir-et-Cher, s'étend sur une trentaine d'hectares, avec des pipelines, un hangar avec les compresseurs, les tours de déshydratation de la station d'injection. Autour de ce site, 56 puits d'exploitation, des plaques de béton, au milieu des champs. Et partout, l'odeur. Non pas du gaz, puisqu'il est

inodore, mais du THT, un produit incorporé au gaz pour le repérer... en cas, précisément ! Et on parle d'un deuxième réservoir à 30 km de là, à Marchenoir : deux fois trois milliards de mètres cubes sous les pieds !

Assurément, des questions se posent, à la fois sur l'efficacité de ces mesures pour assurer une certaine « indépendance » énergétique, sur les dangers d'un tel stockage, et sur les effets désastreux de ces installations sur tous les sites visés. N'a-t-il pas été question de construire un tel réservoir en pleine Camargue ?

M.C.

Alsthom Saint-Ouen

Lundi matin, lors d'une assemblée générale tenue à 7 h au quai de réception des marchandises, les grévistes des usines Alsthom de Saint-Ouen, autour desquels rôdaient encore quelques nervis (les flics s'étant retirés durant le week-end), ont décidé à la majorité de continuer la grève totale à l'intérieur de l'usine, où ils étaient entrés peu avant en scandant : «300 F pour tous !»

A cette décision, déjà prise vendredi en vue d'empêcher la direction de faire redémarrer l'usine, les travailleurs en ont ajouté une autre, celle de bloquer toutes les portes de l'usine, où les grilles ont été arrachées la semaine dernière sous la protection des flics. Dès 7 h 30, trois groupes se constituaient parmi les quelques 250 travailleurs présents, et prenaient position aux en-

trées, munis de barrières métalliques. Le but rappelé par les syndicats CGT et CFDT est d'empêcher toute entrée et sortie de matériel et donc de véhicules, à l'exclusion des personnes. Il s'agit de cette façon de continuer le blocage de la production, qui, comme le rappelait un responsable CFDT, «commence à faire mal à la direction», ajoutant à juste titre qu'il n'était «pas question de bra-

der un tel acquis accumulé ces cinq semaines» et qu'il fallait au contraire l'amplifier.

La forme de lutte adoptée permet, outre le blocage de la production, de maintenir l'unité des travailleurs et d'éviter la dispersion. A ce propos, il avait été nettement souligné par de nombreux militants, dès vendredi, qu'il n'était pas question de

poursuivre la lutte atelier par atelier, où l'initiative aurait été laissée à chacun et où les pressions individuelles de la part des chefs auraient été beaucoup plus faciles.

Après cinq semaines de lutte, il était nécessaire dès ce lundi de faire des propositions de lutte aptes à donner confiance aux travailleurs et à assurer leur cohésion face à un

courant, certes minoritaire, mais qui consiste à penser que, l'essentiel est de «rentrer unis» sans plus de précisions, ce qui reviendrait à mettre sous le boisseau l'essentiel des revendications, le principal étant de préparer le «combat futur».

On a ainsi pu voir, lundi matin, tel responsable du syndicat CGT, ne reflétant d'ailleurs pas le point de vue de l'ensemble de son

syndicat, affirmant qu'il n'était «pas question de rentrer la tête basse». Ces propos vagues reçurent comme réponse : «Il n'est pas question de reprendre du tout !» Ce même responsable continuait : «Il faut voir les formes de lutte à adopter, après les propositions que fera la direction». On s'attendait en effet à ce que la direction fasse de nouvelles propositions.

## LA GREVE CONTINUE DANS L'USINE

### La majorité des grévistes veut continuer la grève totale dans l'usine

La fin de la semaine et plus particulièrement la journée de vendredi a été l'occasion pour les travailleurs des 3 usines Alsthom Saint-Ouen, d'envisager à nouveau, quelques jours après l'intervention policière, la question : faut-il oui ou non rentrer à nouveau dans l'usine ? Et pour y faire quoi, après cinq semaines de lutte ?

Lors d'une assemblée générale tenue vendredi après-midi, des interventions des deux syndicats CGT et CFDT ont rendu compte en résumé des discussions ayant lieu à ce sujet, parmi les travailleurs

réunis par secteurs, en milieu de journée. Un délégué CFDT annonçait alors, confirmant de la sorte ce qu'on attendait depuis 48 heures, que la majorité des travailleurs se prononçait pour rentrer dans l'usine lundi matin, pour y mener une grève totale.

La raison d'une telle décision est entre autres de deux ordres : il s'agit évidemment d'avoir un lieu géographique permettant mieux le regroupement, d'autre part, de pouvoir dissuader la direction, de faire démarrer trop de machines, et trop de machines importantes. Il s'agit en outre de retarder au moins d'éventuelles tenta-

tives du patron de faire effectuer les réparations de telles ou telles machines, ou des pièces, on le sait, ont été soustraites.

Il ressort clairement donc que la majorité des grévistes entendait vendredi continuer la grève totale lundi dans les locaux de travail. Les applaudissements au moment de cette affirmation ne laissent d'ailleurs nul doute à ce sujet ! Cependant, certains hauts responsables syndicaux ont eu toutefois une autre compréhension de ce «retour dans les ateliers». Ils interprètent en tout cas la décision d'une tout autre façon. On a ainsi vu — bien qu'ils

soient une petite minorité dans ce syndicat — quelques responsables cégétistes soutenus par un responsable de l'union locale CGT complètement hystérique — tenir des propos pour le moins inquiétants, sans le dire ouvertement, ils signifiaient quand même... qu'il fallait reprendre le travail...

#### DES PROPOS INQUIETANTS

«Si on rentre», devait notamment déclarer dans un long discours un des principaux responsables CGT, «il ne faut pas se mettre dans la tête que c'est fini ; cinq semaines d'occupation, la direction

devra en tenir compte, les chefs aussi ; la semaine prochaine (celle qui commence-NDLR) il n'est pas question que ce soit nous qui ayons la tête basse ; cette lutte de cinq semaines, c'est déjà une victoire... Moi je dis, l'essentiel c'est de rentrer unis, comme le mouvement l'a été jusqu'ici. Moi je dis enfin : avant tout, finissons ce premier combat unis !».

Mais pourquoi appeler à reprendre le travail, car c'est bien de cela qu'il s'agit ?

Selon le même responsable CGT qui continuait : «Il ne faut pas réfléchir avec ses tripes mais avec sa tête en fonction des faits», des faits qui, selon lui, tendaient à prouver qu'il y a une certaine tendance «même très minime, et qu'il ne fallait pas se couper des quelques travailleurs qui avaient repris le travail. Il faut éviter que le mouvement s'effiloche petit à petit : certes, on a fait le plein ; ce que voudrait la direction, c'est que chacun rentre les uns après les autres et qu'il reste à la fin un petit quarteron de gens qui reste dehors et se coupe de la majorité». Cette déclaration suscitait un certain étonnement et une nette incompréhension — et pour cause — de l'assemblée générale vendredi après-midi. Plusieurs intervenants — militants CGT, CFDT, travailleurs non syndiqués également — souligneront justement que parler d'effritement était travestir pour le moins la

réalité : en effet, — et un comptage allait le prouver — sur 800 travailleurs, seuls 100 à 150 sont actuellement dans les ateliers, ce qui est faible au bout de cinq semaines de grève totale. Certes, quelques ouvriers sont rentrés dans les ateliers, en fin de semaine, mais tous les intervenants le confirmeront, approuvés dans la salle, il s'agit de quelques-uns des travailleurs qui avaient rejoint récemment les grévistes, et avaient condamné l'occupation. «Quant à ceux qui sont dans la boîte depuis longtemps et c'est la plupart de ceux qui y sont actuellement», devait ajouter un travailleur, «c'est triste de le dire, mais ils sont contre la grève et il est inutile d'espérer les rallier désormais après plus d'un mois de lutte. Dans ces conditions, on ne voit pas bien l'intérêt de ne pas se couper d'eux ?»

«Il faut éviter qu'un quarteron de gars reste dehors jusqu'à la fin et se trouve en fin de compte coupé de la majorité qui aura repris le travail», soulignera enfin un autre travailleur, faisant allusion aux propos du responsable CGT, «mais la majorité elle est là», continuera-t-il, vivement applaudi, «en grève !» «La question n'est pas de reprendre le travail, mais de voir comment on va continuer la lutte, quels moyens on va se donner pour que tous ceux qui sont là puissent tenir encore !», intervenait enfin une militante CGT.

Richard FEUILLET

PTT (Nantes)

## MOUVEMENTS DE LUTTE CONTRE LA RENTABILISATION

Dans les PTT comme ailleurs le pouvoir tente de faire le plus d'économies possibles au détriment des travailleurs. Cela doit se traduire par une diminution du personnel de 30 % d'ici 1983. C'est la manœuvre de rentabilisation des postes (rapport Rippert) qui est en cours avec l'introduction notamment de l'informatique.

PTT (NANTES)

Dans l'ouest, région pilote, et à Nantes plus particulièrement, une première mesure de rentabilisation est mise en place. C'est la suppression de 19 positions de travail au service général et de 15 à la distribution. Déjà, le 25 octobre, journée de grève nationale, les postiers et postières de Nantes ont montré leur combativité par une participation jamais vue depuis 1974 (95%). Une journée d'action sur les problèmes particuliers de Nantes R.P. a eu lieu par la suite le 5 novembre avec le soutien d'autres bureaux comme Nantes Eraudière. Le 6 novembre, le personnel se prononçait par un vote à la majorité pour le dépôt d'un préavis de grève illimitée à partir du 13 novembre.

Proposition soutenue par les trois syndicats CGT, CGDT et FO.

#### LA GREVE DU 13

Le 13, premier jour de grève, une centaine de postiers sont au piquet de grève, la discussion est animée. Au centre du débat... la question de la participation à la grève qui a paru plus faible que précédemment. Un fait qui s'explique par plusieurs raisons. Sur 200 secteurs, une soixantaine ont été mis en congé d'office pour résorber l'excédent de congés et 20 auxiliaires (non grévistes pour la plupart) viennent d'être embauchés à cette occasion. D'autre part, la direction a choisi délibérément cette période pour la mise en

application des suppressions d'emploi en essayant de jouer sur la période de la vente des calendriers. Un manque de confiance de certains postiers dans les possibilités de gagner par une grève locale en a amené un certain nombre à ne pas s'associer à ce mouvement. Néanmoins, une petite majorité de facteurs est entrée en lutte.

Que faire dans ces conditions ? On peut regretter que la discussion avec les non grévistes pour les gagner au mouvement n'ait pas été plus active. On peut regretter également que les appels aux autres centres de Nantes n'aient pas été entendus.

Le 14 novembre, les postiers sont partis en manifestation dans les rues de Nantes. L'objectif est d'obtenir une audience à la direction départementale. Les manifestants mécontents s'y rendent, scandant des mots d'ordre comme «chômage, ras-le-bol, embauchez aux PTT!». Une fois à la direction départe-

mentale, les grévistes engagent un débat avec les usagers parmi lesquels ils rencontrent des chômeurs reçus à des concours PTT et qui attendent depuis plusieurs mois, voire même plusieurs années, leur nomination !

#### CONTRAT AVEC LES USAGERS

Le tract aux usagers est bien reçu et amène des discussions intéressantes. C'est cette phase de la grève qui a été la plus enrichissante.

Le 15 novembre, l'audience chez le directeur départemental ne donne rien sur le fond : les suppressions d'emploi sont maintenues. Néanmoins, la discussion a abouti à la mise en place de 7 positions de travail supplémentaires en vue du retour du télégraphe à Nantes RP et de la création d'un service Cédex.

CORRESPONDANT

Abonnez-vous au Quotidien du Peuple	
4 mois .....	100 F <input type="checkbox"/>
1 an .....	350 F <input type="checkbox"/>
Soutien .....	600 F <input type="checkbox"/>
.....	F <input type="checkbox"/>
Nom (en capitale) .....	
Prénom .....	
Ville .....	
Date .....	
A renvoyer : BP 225 - 75 924 Paris cédex 19	
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte n° 668 J.	

## POLITIQUE

## ● Club de la presse d'Europe 1 Mitterrand ressasse ses analyses

Mitterrand s'est attaché essentiellement à souligner «l'originalité» du projet de son parti en continuant de se ranger dans l'opposition tout en se désolidarisant du PCF. A la question du rapprochement des thèmes du RPR de ceux du PS, Mitterrand oppose la volonté de son parti «de changer la société». Il n'accorde qu'au PS la capacité d'effectuer un tel «changement» tout en «préservant la liberté». Il n'en fallait pas plus pour qu'Andrieu prenne la mouche. Et d'entamer avec le premier secrétaire du PS une minable polémique à propos de l'affaire Boulin, Mitterrand a affirmé que le rôle des partis de gauche était surtout pédagogique : expliquer aux exploités qui votent à droite pourquoi et comment ils le sont afin de les faire changer d'avis !

Sur le plan international, Mitterrand a déclaré que la crise serait fatale d'ici la fin du siècle et estimé qu'il existe une alliance objective entre USA et URSS.

## ● Lille inculpations

André Colin président du groupe communiste au conseil municipal, adjoint à Mauroy et vice-président de la communauté urbaine de Lille, vient d'être inculpé à la demande du ministre de l'Information Lécot. En juin dernier, sur les ondes de «Radio-Quinquin» André Colin avait donné la position de son parti sur les problèmes d'urbanisme et de logement à Lille (impôts locaux, hausse des loyers, réhabilitation des anciens quartiers etc...).

Les lectures du quotidien régional du PCF «Liberté» n'apprendront pas que Denise Cacheux a, elle aussi, été inculpée pour le même motif : elle est membre du PS.

CORRESPONDANT

## ● Giscard à Londres : le mouton

Giscard est en visite officielle à Londres ces lundi et mardi. Objectif de la visite : préparer le prochain sommet européen de Dublin. Deux points épineux : le problème des exportations britanniques de mouton en France, et celui de la participation de la Grande-Bretagne à l'Europe verte, les dirigeants britanniques estimant trop lourde leur contribution au financement de la politique agricole commune.

## Giscard dans le Sud-Ouest

# QUAND DEMAGOGIE ET REPRESSION FONT BON MENAGE

Un président évoquant l'horizon 1990 pour mieux préparer l'échéance électorale de 1981, une opposition soucieuse avant tout de régler ses comptes, des médias qui déforment de manière éhontée la réalité, une police qui réprime, et des milliers et des milliers de travailleurs mécontents et qui le font savoir. Le Sud-Ouest reproduisait à la fin de la semaine dernière, de manière caricaturale, la situation d'ensemble du pays.

Le clou du voyage, c'était bien sur le discours de Mazamet, un discours destiné à faire date, comme celui de Vassy, ou celui de Verdun-sur-le-Doubs. D'ailleurs, les plunitifs officiels parlent déjà de «charte de Mazamet» pour définir le plan de développement du Sud-Ouest qui y a été présenté. Dans son énoncé, celui-ci ne manque pas d'être impressionnant : c'est la première fois que trois régions administratives (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon) se voient dotées d'un plan courant sur dix années, concernant l'ensemble des secteurs économiques, et soutenu par une dotation d'un total de 30 milliards.

### L'ELDORADO

Heureux habitants du Sud-Ouest ! C'est vrai qu'ils vivent aujourd'hui dans des régions où les taux de chômage sont parmi les plus forts ; c'est vrai qu'ils sont chaque année 2 000 à être contraints de quitter le pays ; c'est vrai que le revenu par habitant était en 1978 le plus faible de toute la France ; c'est vrai que jusqu'à ce jour, les investissements de l'Etat dans la région étaient parmi les plus faibles ; c'est vrai qu'il y a

belle lurette dans le Sud-Ouest que le nombre de décès dépasse largement celui des naissances. Mais demain, c'est promis, tout ira mieux. Et le siècle prochain, on parlera du Sud-Ouest, comme nos ancêtres parlaient de l'Eldorado et nos grands-pères du Texas. Giscard l'a dit : «Je souhaite qu'au siècle prochain, les économistes de San Francisco, de Brasilia et de Tokyo cherchent des explications à l'impressionnant succès du Piémont pyrénéen. Ils évoqueront alors la situation géographique des ressources du sol, l'effort d'équipement. Mais ils ignoreront l'essentiel que nous connaissons bien : la lumière à travers la forêt landaise, les bonds de l'isard dans les pentes herbues des Pyrénées, les peupliers qui à l'automne font au canal de midi hommages de leurs feuilles d'or...» etc. Arrachez vos vignes en paix, viticulteurs. Embauchez-vous en paix dans les centres de tri parisiens, jeunes. Et vous, vieillards, parlez occitans si bon vous semble. Demain, votre pays sera un modèle de la nouvelle croissance. Avec 4 centrales nucléaires au lieu de 2. Avec, tenez-vous bien, dès 1980 un «salon de la création d'entreprises» à Tarbes (si vous ne savez pas ce que

c'est, demandez aux travailleurs du Puy, ils connaissent). Avec l'installation d'une usine de cassettes magnétiques — japonaises — à Bayonne. Et beaucoup d'autres choses encore. Une inconnue demeure cependant : le gouvernement a pris des mesures pour cinq ans. Giscard s'est engagé à les proroger de cinq années supplémentaires... S'il reste en place, évidemment. Le «bon choix» pour 1981, mais aussi pour les législatives de 1983 est ainsi indiqué.

### CHANGEMENT

Mais revenons sur terre, car le voyage de Giscard ne s'est pas borné à la présentation d'un catalogue de mesures agrémentées d'envoies lyriques à faire palir de jalousie Mau-passant lui-même. Il a aussi été beaucoup question d'ouverture, et de consensus. Comme l'a dit l'ancien signataire du programme commun, Fabre : «Le temps presse» et de poursuivre : «tout changement n'entraîne pas la révolution, mais l'immobilisme, lui, y conduit fatalement».

Refusant le fatalisme, personne n'a donc été immobile : ni Giscard, qui, estimant les routes peu sûres (avec tous ces paysans) s'est déplacé en hélicoptère. Ni les socialistes, contraints de déployer une activité débordante : présents dans les salons à Rodez, Foix, et Villefranche, ils étaient dans la rue à Toulouse... avant d'accourir à la «séance de travail» organisée en soirée à

la préfecture. Autre exemple de mobilité : celle des journalistes, de la *Dépêche du midi* mais aussi de la télévision, qui ont fait des pieds et des mains pour qu'on ne sache pas l'ampleur de la manifestation et des affrontements qui ont eu lieu à Toulouse, vendredi après-midi.

Car rien n'y a fait. Ni la démagogie, ni les titres de la *Dépêche* («Le rassemblement des partisans du chef de l'Etat»), ni les lamentables querelles de la gauche, ni le déploiement policier : partout, des milliers de travailleurs ont fait savoir à Giscard ce qu'ils pensaient de sa politique. A Toulouse, ils étaient de 20 à 30 000 dans la rue. Dans la soirée, de violents affrontements se sont déroulés autour de l'hôtel de ville, protégé par plusieurs escadrons de CRS et de gardes-mobiles. Incapables de couvrir les cris de «Giscard démission», ceux-ci ont tirés dans la foule des grenades au chlore.

Le lendemain, la presse aux ordres s'émerveillera de la charte de Mazamet. Le PS fera le bilan de ses allées et venues des salons à la rue. Le PCF pointera le nom des socialistes présents au côté de Giscard. Les travailleurs toulousains, et plus généralement ceux du Sud-Ouest, auront vu l'autre facette du «changement» : les charges de police et la répression tous azimuts.

N.D.

## LUTTES OUVRIERES

«Chômage ras-le-bol ! Non à la chasse aux immigrés ! Des logements pour les travailleurs, pas pour les promoteurs !». Sirènes, coups de klaxon, chansons de Beranger ou Lavilliers : une animation inhabituelle, samedi dans les rues commerçantes du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

C'est la caravane du collectif SOS-Emploi 19<sup>e</sup>, qui traverse les quartiers populaires de cet arrondissement : une dizaine de voitures décorées de drapeaux rouges, couvertes d'affiches pour dénoncer les licenciements à la SOPAD, qui des mutations à la CAF, qui les lois racistes, qui le chômage des jeunes, qui le saccage du quartier par les promoteurs.

Travailleurs en lutte, chômeurs, lycéens, parents d'élèves et habitants du quartier composent cette caravane qui entend briser l'isolement des chômeurs, lutter contre le pessimisme et la démobilité. Une caravane pour montrer que le collectif SOS-Emploi, c'est un moyen de regrouper travailleurs et habitants d'un quartier pour mener des actions payantes face aux attaques du patronat et du gouvernement.

La caravane commence par descendre lentement les rues étroites du quartier de Belleville, escortée de dizaines de diffuseurs. Tract des assistantes de la Caisse d'Allocations Familiales du 19<sup>e</sup> qui protestent contre la décision de leur direction de ne plus s'occuper de cet arrondissement.

Tract de l'UL CFDT contre les fermetures d'usines. Tract des parents d'élèves contre la dégradation des conditions de l'enseignement dans un CES. Tract des associations de la maison de quartier contre la mise à sac de leur local par des promoteurs.

## Paris 19<sup>e</sup>

# UNE CARAVANE ANTICHOMAGE

SOS Emploi, qui regroupe des travailleurs de la SOPAD, boîte menacée de fermeture comme ceux de nombreux autres usines du 19<sup>e</sup>, des groupes de lycéens, des maîtres auxiliaires, des chômeurs, des associations de locataires, fait circuler sa plate-forme et une pétition de soutien à son action.

### ACCUEIL TRES FAVORABLE DE LA POPULATION

Rue S. Bolivar, tout le monde est aux fenêtres, Métro Jaurès, plusieurs personnes s'inquiètent de voir les renseignements généraux demander des comptes à la voiture de tête. Au BHV Flandre, malgré l'heure tardive, les

gens écoutent l'intervention prononcée au nom du collectif.

Curiosité sans doute : la caravane avec ses drapeaux et ses affiches étonne, mais il y a un intérêt certain pour ce regroupement qui ne baisse pas les bras face aux menaces de licenciements, face à la situation difficile faite aux travailleurs. «C'est la première fois que je vois ça à Paris» déclare un apprenti boucher. Ailleurs, une habitante apprécie cette première initiative spectaculaire : «Il faut que quelqu'un commence». Beaucoup d'habitants semblent découvrir que le chômage, les lois racistes, ça touche aussi, et massivement, le 19<sup>e</sup>. En regard de ces me-

naces, certains trouvent la caravane petite, mais tous approuvent cette mobilisation. C'est avant tout l'idée de cette solidarité entre travailleurs et habitants du 19<sup>e</sup>, entre français et immigrés, contre les coups que leur porte la bourgeoisie, qui fait l'adhésion au projet.

### LES OBJECTIFS DE LA CARAVANE

La caravane, c'était avant tout un moyen de faire connaître plus largement SOS Emploi, un moyen de lutter contre la démobilité consécutive aux multiples divisions portées par le chômage. Les nombreuses signatures recueillies comme les multiples discussions ont mon-

tré que l'objectif a été atteint pour l'essentiel.

La réunion qui a suivi a commencé par la présentation d'un montage diapositive. Lors du débat les propositions énoncées dans les tracts ont commencé à prendre forme. Deux initiatives ont concrétisé la volonté de SOS Emploi de passer à l'action : l'une pour s'opposer aux lois racistes, l'autre pour mobiliser les chômeurs de l'ANPE. Le collectif SOS Emploi 19<sup>e</sup> a montré ainsi sa volonté d'informer largement la population et sa capacité à proposer des actions précises pour défendre l'emploi et le mieux vivre dans le 19<sup>e</sup>.

Didier DELORME

## Cisjordanie : la solidarité se développe autour du maire de Naplouse

Jeudi 22 novembre, la Cour Suprême israélienne, va donner sans doute son avis sur le décret d'expulsion frappant Bassam Shak'a, maire de Naplouse. La grève générale qui s'est étendue ce week-end est la réponse donnée à la décision des sionistes.

Les maires de Cisjordanie et du territoire de Gaza — des notables — y compris dans des villages très reculés — ont transmis leur démission aux autorités militaires. Ils font preuve d'une réprobation

unanime et d'une solidarité jusqu'alors jamais vue.

Selon les maires démissionnaires, « *personne n'acceptera de collaborer* » avec l'occupant sioniste, et samedi, ils commençaient une grève de la faim.

La politique sioniste dans les territoires occupés depuis 1967, c'est la confiscation des terres et l'intensification du programme de colonisation. Les sionistes ont d'ailleurs annoncé, le 15 novembre, un nouveau plan d'implantation qui prévoit entre au-

tres, la création de 19 nouvelles colonies.

Devant la gravité de la situation en territoire palestinien occupé, le 16 novembre, l'Assemblée générale de l'ONU (à l'unanimité moins une abstention) a demandé à Israël de surseoir à la mesure d'expulsion de Bassam Shak'a. La résolution demande au secrétaire général de l'ONU de faire un rapport à l'assemblée pour la mise en application de ce texte.

Claude LEBRUN

## CAMBODGE HANOI REJETTE LA CONDAMNATION DE L'ONU

La conférence mondiale de Stockholm sur le Cambodge s'est tenue samedi et dimanche derniers alors qu'à l'ONU, une condamnation énergique de l'invasion vietnamienne avait été votée par 91 pays.

Dans une déclaration publiée le 15 novembre, le gouvernement de Hanoi a totalement refusé de prendre en compte cette résolution qu'il a qualifiée de « *nulle et non avenue* ».

d'« *irraisonnable et d'illégal* », disant qu'elle « *constitue une ingérence dans les affaires intérieures du peuple cambodgien* ». Il est probable qu'une attitude aussi arrogante face à une décision de l'ONU votée à une large majorité, contribuera à accroître l'isolement des dirigeants vietnamiens.

Le prince Sihanouk, qui doit se rendre à Paris la

semaine prochaine, a révélé que le Premier ministre vietnamien lui avait renvoyé une série de lettres dans laquelle il proposait à Hanoi une solution négociée. Sihanouk a déclaré : « *Il apparaît clairement que le Vietnam rejette définitivement toute solution pacifique et n'accepte que l'épreuve de force* ». Il a réaffirmé son soutien à la résistance armée contre l'invasion.

## CONFERENCE SUR LE ZIMBABWE Le but du Front : Traduire politiquement dans les élections, sa victoire militaire

A Londres, la semaine dernière, le Front Patriotique, mouvement de libération du Zimbabwe, est parvenu à un accord avec le gouvernement britannique sur la question de la période de transition avant des élections pour l'indépendance du Zimbabwe. Il y a donc deux accords comme élus oralement sur la Constitution, et sur la période de transition. Cette semaine s'ouvre une nouvelle série de négociations, très serrées, sur l'organisation du cessez-le-feu. De toute façon le Front ne signera effectivement qu'un accord global portant sur les différents points discutés.

Beaucoup de commentateurs font état de reculs et de concessions de la part du Front Patriotique. Il faut tirer un premier bilan de ces négociations : dans la première partie de la Conférence, le Front a fait reconnaître la nécessité de procéder à de nouvelles élections. De ce fait, les élections d'avril organisées par le régime de Salisbury, étaient disqualifiées. Dans la Constitution, il a éliminé nombre de privilèges que les Britanniques voulaient faire attribuer aux colons. Il a par la même occasion obtenu la disparition politique de Smith qui a cessé

depuis plusieurs semaines de participer à la Conférence.

Au cours de la deuxième phase de la Conférence, il a obtenu la présence d'une force internationale qui contrôle le déroulement des élections. Et surtout, points décisifs alors qu'une rupture semblait imminente, le Front a imposé dans le texte du deuxième accord la mention du rôle des forces de libération, reconnues comme forces légales. Ce qui signifie que la guérilla ne sera plus désarmée et qu'en cas de violation du cessez-le-feu par les racis-

tes, elle sera prête à se défendre.

### LE FRONT DIT GAGNER LES ELECTIONS

Cependant, le mouvement de libération a fait d'importants compromis par rapport à leurs positions de départ : dans la Constitution, un nombre de sièges déterminé est attribué aux Blancs. Pendant la période de transition, le pouvoir attribué au gouverneur britannique est très important. Le rôle de la force internationale reste assez mal déterminé. Mais si le Front a fait ces compromis, ce n'est pas par faiblesse, mais bien pour participer à des élections et pouvoir traduire par un vote les fruits de sa victoire militaire sur le régime raciste et de son audience politique dans le peuple de Zimbabwe. Le Front estime pouvoir gagner les élections, avec plus de 60% des voix, pour autant qu'elles soient organisées avec un minimum de ga-

ranties (d'où l'importance du rôle des observateurs internationaux). En effet, le mouvement de libération contrôle militairement toutes les zones rurales et a mis en place sur la plus grande partie du territoire des organisations de masse et une administration populaire. De plus, au niveau international, le Front jouit d'un soutien croissant, notamment à l'OUA, à l'ONU, dans le mouvement des non-alignés et dans le Commonwealth.

### LES MENACES DE L'AFRIQUE DU SUD

S'il venait au pouvoir par les élections, il est évident que le Front serait confronté probablement à une agression de l'Afrique du Sud qui développe déjà actuellement des opérations conjointes avec l'armée rhodésienne. Mais en ayant démontré sa légitimité grâce aux élections, il serait plus à même de tenir tête à l'Afrique du Sud.

Pour le moment, les négociations sur le cessez-le-feu s'avèrent très serrées. Walls, chef de l'armée rhodésienne, vient déjà de contester l'interprétation du texte donnant à la guérilla un « *statut légal* ». Deux points importants apparaissent au cours de cette troisième phase : 1) les points de regroupement des forces armées (les racistes étant dans leurs casernes alors que la guérilla est dans tout le pays) 2) la nature, les effectifs et le rôle de la force internationale : les Britanniques veulent limiter son rôle, et font appel aux Australiens, aux Néo-Zélandais et aux Fidjiens, prétendant que des troupes africaines seraient « *partiales* ». De plus, le Front exige pour la campagne électorale davantage que les deux mois proposés par la Grande-Bretagne.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

## Mugabe, président de la ZANU et co-dirigeant du Front «PLUS UNIS ET PLUS RESOLUS QUE JAMAIS»

Robert Mugabe, président de la ZANU (Union nationale Africaine du Zimbabwe) et co-dirigeant du Front Patriotique a répondu aux questions du journal *Demain l'Afrique* sur les relations des deux organisations composant le Front (Zanu et Zapu) et sur leur tactique pour les élections.

Au sujet de l'unification : « *Quoique nous aspirions aux mêmes buts, nous avons mis beaucoup de temps à agir en vue d'une unification sur le plan militaire... En avril, l'accord d'Addis-Abeba a permis de mettre sur pied trois structures afin de parvenir aussi vite que possible à une unité militaire. Au sommet, le con-*

seil de coordination a la responsabilité de toutes les décisions politiques et militaires. Le conseil de défense est chargé d'élaborer la stratégie militaire et il revient au commandement militaire conjoint le soin de la faire appliquer.

Au sujet des élections : « *Nous avons accepté le principe que nous irions aux élections en tant que Front Patriotique... Ou bien vous trouverez un Front Patriotique dont les deux ailes travailleront ensemble pour l'emporter dans ces élections, ou bien la campagne se fera sur des bases distinctes pour la Zanu et la Zapu. Dans ce cas, nous additionnerons les résultats électoraux et prendrons une dé-*

cision finale sur le point de savoir comment former un gouvernement... Mais avant toute chose, cette conférence nous a permis de découvrir qu'il y a de nombreux domaines dans lesquels nous sommes d'accord. Elle a aussi permis de montrer que les craintes que certains de nos amis et alliés éprouvent quant à la solidité du Front Patriotique n'étaient pas fondées. N'avons-nous pas résisté efficacement aux tentatives britanniques visant à nous désunir ? En fait, toutes ces tentatives nous ont rendu encore plus étroitement unis et solidaires que nous ne l'étions au début de la conférence. Nous sommes aussi plus résolus que jamais.

## ● Azanie : (Afrique du Sud) les «Bantoustans»

Le colonialisme blanc a manœuvré dès le début de la conquête coloniale de manière à diviser le peuple d'Azanie (Afrique du Sud).

Depuis plus de vingt ans maintenant le gouvernement sud-africain poursuit la mise en place de ses efforts de division. Il s'agit du vaste plan de création de véritables réserves africaines appelées « *bantoustans* ». Le territoire total de ces réserves représente 13 % du pays, alors que la population africaine représente plus de 70 %. Ces réserves sont pauvres sous-équipées caillouteuses, dispersées.

Chaque Africain est proclamé citoyen de l'une de ces « *patries* » en fonction de l'ascendance régionale de ses ancêtres, même s'il a quitté cette région depuis longtemps. Dix « *patries* » africaines sont ainsi artificiellement créées pour diviser le peuple azanien en 10 peuples. Le gouvernement sud-africain promet l'indépendance à ces 10 « *patries* » et pour cela met en place des administrations locales qu'il « *convoque* » étroitement. Chacune de ces « *patries* » est constituée de plusieurs morceaux séparés. Le tout est dépendant de l'Afrique du Sud économiquement, politiquement, militairement.

La mise en place du Bantoustans a nécessité le déplacement forcé de millions d'Africains dans des conditions inhumaines.

Dès le début, les Africains ont lutté contre cette nouvelle agression contre la Nation azanienne. L'ANC (African National Congress) constituée en 1912 sur une base nationale comme première forme moderne d'opposition politique des Africains a vigoureusement protesté dès le début contre ce plan. Le PAC (Pan Africanist Congress of Azania) a engagé une lutte directe contre ce plan, organisant même dès 1962 un attentat (manqué) contre le chef Matanzima mis à la tête du bantoustan transkei par le gouvernement. (à suivre)

## Une délégation du Congrès Panafricain d'Azanie (PAC) va séjourner en France

Une délégation du Congrès Panafricain d'Azanie (PAC), composée d'un membre du Comité central du PAC, d'un dirigeant étudiant de l'insurrection populaire de Soweto (en 1976), va séjourner en France du 18 au 26 novembre. Plusieurs meetings vont être organisés à cette occasion :

- Le mardi 20 novembre à Paris, à 20 h, salle de l'AGECA ;
- Le 22 novembre à Montpellier ;
- Le 23 à Marseille.

## ● PCI

La dernière réunion du Comité Central du PC italien a été l'occasion d'une polémique entre son dirigeant Berlinguer et Amendola représentant d'un courant hostile à la ligne actuelle du PCI. Amendola reproche au PCI et aux syndicats de n'être pas allés assez loin dans le soutien à la politique d'austérité de la bourgeoisie italienne et dans la limitation des revendications. Le bilan du « *compromis historique* » semble provoquer une crise profonde au sein du PC italien.

## Les Israéliens veulent l'expulser de Cisjordanie



El Khalil (Hebron)

## LE MAIRE DE NAPLOUSE PARLE (2)

Nous poursuivons aujourd'hui la publication de l'interview de Bassam Shak'a, maire de Naplouse, de Muhammed Milhem, maire de Halhoul, et de Fahd Qawasmeh, maire d'El Khalil (Hebron), réalisée par la revue *Palestine Studies*\*

\*Palestine Studies, publiée conjointement par l'Institut d'Etudes Palestiniennes et l'Université du Koweït.

P.O. Box 11 7164  
Beyrouth - LIBAN

► Quels sont, selon vous, les éléments nécessaires à un règlement de paix au Proche-Orient ? Comment pourrait-il être mis sur pied ?

Shak'a : 1) Nous demandons le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien, c'est-à-dire le droit des Palestiniens à un Etat indépendant en terre palestinienne, en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem.

2) Nous demandons la reconnaissance de l'OLP comme l'unique représentant du peuple palestinien.

3) Nous demandons le droit pour les Palestiniens de revenir chez eux.

4) Nos relations futures avec les juifs dépendent de la manière dont ils se conduisent à notre égard en tant que peuple palestinien. Selon qu'ils nous traitent en égaux, dans un esprit amical et coopératif, ou comme maintenant, comme un peuple de second ordre soumis au peuple juif. Nos buts doivent et peuvent être atteints par notre lutte armée et notre diplomatie internationale. Les sionistes doivent en venir à comprendre que nous sommes un peuple qui va rester ici et que nous combattons pour nos droits humains fondamentaux.

Milhem : Un règlement de paix ne peut voir le jour que par la reconnaissance des droits lé-

gitimes du peuple palestinien à un Etat sur la terre de Palestine. C'est le droit des Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur, sous la direction de l'OLP. Aucune paix ne peut aboutir sans que les Palestiniens obtiennent ce qu'ils obtiennent tous les autres peuples du monde. Si quelque paix vient à s'établir selon le schéma de Camp David, elle sera temporaire et s'effondrera tôt ou tard.

Qawasmeh : Il y a deux exigences :

1°) La reconnaissance de

acquis notre statut actuel en tant que peuple palestinien.

► Pensez-vous que les pays arabes font tout ce qui est en leur pouvoir pour que ce règlement voie le jour ?

Shak'a : Nous avons le sentiment de jouir de la solidarité des peuples arabes, exprimée officiellement au sommet de Rabat (en 1974). S'il y a des divergences parmi les dirigeants arabes, alors ceux-ci ne travaillent pas seulement contre notre cause palestinienne, mais aussi contre la

premier préalable est un Etat palestinien indépendant. Après que nous serons arrivés à un Etat palestinien indépendant, nous pourrions engager des négociations avec la Jordanie au sujet d'une union, mais entre égaux, et pas par-dessous la table.

► Quelle est la force du soutien à l'OLP des habitants des territoires occupés ? (1)

Shak'a : L'OLP, c'est notre existence même. Aussi longtemps

► L'administration militaire israélienne est-elle devenue plus libérale ou plus répressive depuis l'accord de paix égypto-israélien ?

Shak'a : Sans aucun doute plus répressive depuis l'initiative Sadate. Ils m'ont menacé personnellement. Ils refusent de me permettre de me rendre à Amman et aux Etats-Unis, et ils ont même refusé de me confirmer par écrit le refus qu'ils ont opposé à ma demande de partir aux Etats-Unis à l'invitation de l'Association arabo-américaine

«Nous demandons le droit à l'autodétermination... Nos buts doivent et peuvent être atteints par notre lutte armée et notre diplomatie... L'OLP, c'est notre existence même... L'occupation est de plus en plus répressive»

cause et la volonté de leur propre peuple. Milhem : Non, il ne font pas du tout tout ce qu'ils pourraient faire. La plupart des pays arabes ne sont pas fidèles à l'idée de la mise en place d'un Etat palestinien, parce qu'ils pensent qu'il sera une menace pour leurs propres intérêts égoïstes. S'ils faisaient vraiment tout ce qu'ils pouvaient, s'ils travaillaient dans ce sens, nous ne serions pas en train d'attendre depuis trente ans.

Qawasmeh : Non. Absolument pas. Et ceci pour plusieurs raisons.

1°) Nos dirigeants ne croient pas aux vertus d'une lutte acharnée.

2°) Ils ne comprennent pas intégralement la manière de se servir des moyens qu'ils ont à leur disposition, c'est-à-dire l'arme du pétrole.

Nous devons avoir de bonnes relations avec le roi Hussein. La Jordanie est le lien de la Cisjordanie avec le monde arabe et le peuple jordanien est celui qui comprend le mieux le peuple palestinien. Nous voulons l'union avec la Jordanie. Mais notre

des diplômés d'université et du Comité des droits de l'homme en Palestine de Washington. Au cours des derniers six mois, ils ont aussi arrêté plus de gens que jamais à Naplouse. Ils ont fermé nos écoles pour la première fois et ils ont pris de plus en plus de notre terre.

Milhem : Aucune personne opposée à l'OLP ne peut avoir des rapports amicaux avec notre peuple. Notre peuple méprise quiconque adopte cette attitude, et il y a un consensus général pour ignorer les gens de cette sorte.

Qawasmeh : La majorité du peuple palestinien dans les territoires occupés, je dirais de 70 à 80 %, soutient l'OLP. La preuve que notre peuple soutient l'OLP, c'est le nombre de ceux qui sont en prison. Actuellement, plus de 10 000 personnes sont dans les prisons israéliennes, toutes à cause du soutien qu'elles apportent à l'OLP. De même, les vainqueurs des élections municipales dans les grandes villes et les membres des municipalités sont des partisans de l'OLP, élus par notre peuple précisément pour cette raison.

Milhem : Plus répressive. Les autorités militaires israéliennes sont devenues plus sauvages et plus violentes, et ont commencé à tirer sur nos jeunes enfants et à les tuer au cours de manifestations. Ceci n'était jamais arrivé avant l'initiative Sadate, après laquelle les mesures d'occupation, déjà très strictes auparavant, ont encore été aggravées. Tout le monde l'a remarqué. Nos prisons sont bondées, et je voudrais dire que la répression est deux fois ou trois fois plus dure qu'auparavant.

Qawasmeh : Nous sommes toujours sous le régime d'occupation et tout régime d'occupation est dur. Ce n'est pas une situation où il serait pertinent d'essayer de calculer le degré exact de la répression.

► Quelle est la situation économique du peuple palestinien dans les territoires occupés ?

Shak'a : Notre situation économique est complètement à la merci d'Israël. L'industrie n'est pas encouragée et nous servons à l'économie israélienne de main-d'œuvre à bon marché pour son industrie et son agriculture. Cela coûterait probablement à leurs agriculteurs, pour ramasser leurs récoltes, plus cher que ce qu'ils retirent de leur vente, s'ils faisaient ce travail eux-mêmes. La situation empire. Le livre israélienne se déprécie de jour en jour, et l'inflation emporte le revenu réel du peuple.

Milhem : Nous n'avons pas réellement une économie, et donc pas de situation économique à proprement parler. Chacun travaille dans son coin, sans aucun système d'aide publique. C'est ce que veulent les Israéliens. Notre économie est en ruines.

Qawasmeh : Très mauvaise, en vérité. Soixante dix mille personnes travaillent comme journaliers en Israël (2) parce qu'il n'y a aucun emploi pour eux en Cisjordanie. Il n'y a aucun développement économique dans notre territoire. La construction des usines n'est pas autorisée ici. Nous avons fait les plans et collecté les fonds pour la construction d'une cimenterie à Hebron, mais les autorités militaires s'y opposent. Les gens sont forcés de quitter la Cisjordanie pour chercher du travail. Il n'y a que des initiatives individuelles, puisqu'il n'y a aucune autorité centrale en mesure de planifier, et aucune sécurité pour pouvoir investir et travailler. Nos banques sont des banques israéliennes, qui ne financent que des projets privés et individuels, et ne sont pas du tout intéressées au développement national. Les Israéliens contrôlent nos importations et nos exportations, et il nous faut une autorisation pour exporter nos produits agricoles en Israël. D'un autre côté, ils inondent nos marchés de leurs propres produits.

► Quels changements sociaux se sont produits dans les territoires occupés au cours des douze dernières années ?

Shak'a : Nous avons considérablement régressé pour l'éducation. Pendant les douze dernières années, une seule école a

été construite dans le secteur de Naplouse. Les Israéliens s'ingèrent dans notre système scolaire et censurent les livres d'école. Ils paient directeurs et professeurs selon leur fantaisie, et ils ont exilé nombre de nos enseignants. Cette année, tous les élèves à partir de la neuvième année ont été transférés à des écoles éloignées de leur domicile dans le secteur de Naplouse, en vue de décourager les activités politiques. Des enseignants ont été battus devant leurs élèves par les autorités militaires. Les militaires Israéliens ont aussi pénétré dans le campus de l'université al Najah de Naplouse pour faire subir des interrogatoires aux étudiants.

Un autre problème, c'est que nous n'avons aucune institution qui puisse utiliser la qualification de nos diplômés d'université. De telle sorte qu'ils n'ont souvent pas d'autre issue que de quitter les territoires occupés pour travailler à l'extérieur.

Milhem : Les changements sociaux se sont produits dans les territoires occupés aboutissant à une coexistence entre juifs et Arabes. Quelque sorte de relations existent entre les colons juifs et les habitants arabes qui vivent à proximité ? Quelle est l'attitude des colons à l'égard des gens des localités où ils s'installent ?

Qawasmeh : Des changements sociaux se sont produits dans la zone de Hebron, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation des femmes et de l'alphabétisation. Les services ont été améliorés dans ces domaines parce que nous en avons un besoin urgent, et notre peuple en est venu à compter sur lui-même. A Hebron nous avons actuellement vingt-six organisations de ce genre, financées par les membres, et par des gens vivant en-dehors des territoires occupés. Depuis trois ans, nous travaillons à créer un institut polytechnique pour notre région de Hebron. Cependant, nous manquons encore de fonds pour réaliser ce projet.

► Comment le sentiment de l'identité palestinienne s'est-il développé dans les territoires au cours de la période de l'occupation ?

Shak'a : L'identité palestinienne s'approfondit et se renforce. Plus que jamais, notre peuple est déterminé à obtenir ses droits. La domination économique israélienne, et la détérioration de la situation économique qui s'en est suivie dans les ter-

ritoires occupés, nous ont aidé dans notre lutte. La situation économique difficile qui s'est créée du fait de l'occupation n'a fait que renforcer notre détermination à nous débarrasser de cette dernière.

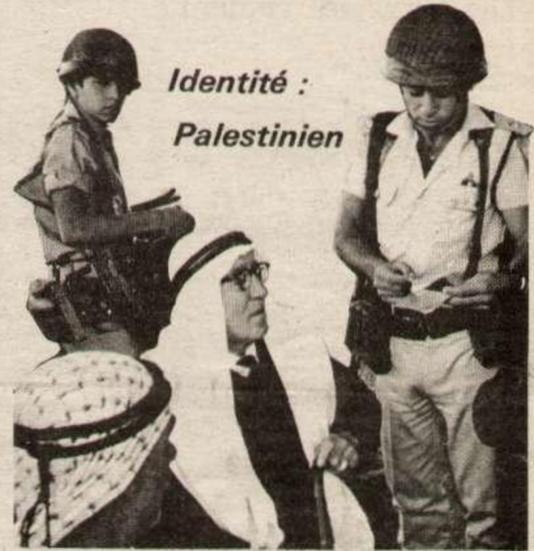
Milhem : Le sentiment de l'identité palestinienne a toujours existé depuis qu'il existe des Palestiniens. Un être humain sans identité n'a pas d'existence en tant qu'être humain. Mais l'aspiration à l'identité s'est fortement développée sous l'occupation. A l'heure actuelle, alors que notre identité est menacée de liquidation comme elle ne l'a jamais été jusque-là, nous sommes déterminés à résister à ce processus de toutes nos forces.

Qawasmeh : Tout ce que je peux dire, c'est que nos sentiments palestiniens et notre identité palestinienne se sont renforcés sous l'occupation.

► Moshe Dayan a dit un jour que l'établissement de colonies juives dans les territoires occupés aboutirait à une coexistence entre juifs et Arabes. Quelque sorte de relations existent entre les colons juifs et les habitants arabes qui vivent à proximité ? Quelle est l'attitude des colons à l'égard des gens des localités où ils s'installent ?

Shak'a : Il y a vraiment de quoi rire. Je n'aperçois aucune sorte de relation entre les colons juifs et les habitants arabes. Les colons viennent avec leurs fusils et s'imposent dans un secteur. Ils détruisent les biens des gens et s'enferment derrière des barbelés et des clôtures électriques. Il ne peut y avoir aucune coexistence de cette manière. L'hostilité des colons envers les Arabes est profondément ancrée, et elle se manifeste dans leur conduite. Ce sont les plus fanatiques des sionistes. A Elon Moreh, la colonie à la lisière de Naplouse, ils avaient coutume de dire : «Nous pendrions Bassam Shak'a». J'ai dit personnellement au ministre de la défense Weizman que les colonies ne produisent que de la haine. En ce qui concerne Naplouse, aucun des habitants de la ville ne travaille dans les colonies pour les colons juifs.

Milhem : Dayan a prouvé avec ses colonies que celles-ci sont le moyen de réduire les chances de la paix, parce que les colons, au cours des douze dernières années, ont fait la preuve qu'ils viennent ici, non pas pour co-



Identité : Palestinien

exister, mais pour nous prendre notre terre, exercer la terreur et injurier nos enfants et nos étudiants. La jeune fille tuée en mars dernier à Halhoul a été abattue par un colon de Kiryat Arba. En octobre 1976, sept habitants de Halhoul ont été blessés par des colons des colonies juives voisines. Est-ce cela la coexistence, quand ils en viennent à se barricader derrière une double clôture électrique ?

Qawasmeh : Les colons prennent la terre par la force. Comment pouvons-nous leur faire confiance quand ils prennent notre terre ? Officiellement, il n'existe aucune relation quelle qu'elle soit entre les habitants de Hebron et les colons de Kiryat Arba, juste à la lisière de la ville. Je n'ai jamais eu affaire à eux. J'ai dit au gouverneur militaire que nous accepterions que des juifs vivent à Hebron s'ils font de même à notre égard, et s'ils permettent à nos frères arabes palestiniens de revenir à Ramallah, Jaffa et Haifa. (3)

► Combien d'habitants des territoires occupés ont-ils été mis en prison sous l'occupation ? Quelle sorte d'interrogatoires et de procédures judiciaires les Israéliens mettent-ils en œuvre à l'égard des personnes arrêtées ?

Shak'a : Des centaines de personnes sont arrêtées sans motif d'inculpation précis. Elles

restent généralement trois mois en prison et sont ensuite finalement libérées. Moi, en tant que maire, je ne suis pas autorisé à visiter la prison, bien que j'aie reçu une offre des autorités pour rendre visite à quatre prisonniers, à l'occasion de la dernière fête ; mais je l'ai refusée car ils exigent de choisir eux-mêmes les quatre personnes.

Aujourd'hui, 600 prisonniers politiques sont enfermés à la prison de Naplouse qui avait été construite par les Jordaniens pour un maximum de 125 prisonniers. Vous pouvez imaginer quelles sortes de conditions de vie peuvent exister dans ces circonstances.

Milhem : Des milliers de Palestiniens sont encore en prison. Des centaines sont emmenés, interrogés et torturés. Les pratiques israéliennes de tortures et de mauvais traitements ont été largement rendues publiques par la Commission des Droits de l'Homme, par un reportage du *Sunday Times* de Londres, et par le Comité pour les Droits de l'Homme en Palestine. Moi-même, je n'ai pas été autorisé à rendre visite aux prisonniers de Halhoul ces deux dernières années.

Qawasmeh : Aujourd'hui, plusieurs milliers de personnes, hommes et femmes, sont en prison. A l'occasion des dernières fêtes, les autorités militaires m'ont proposé de m'autoriser à leur rendre visite, mais le Conseil Municipal s'est vu refuser le même droit, en sorte que j'ai refusé. La torture et les mauvais traitements sont pratiqués, et des informations à ce sujet filtrent par des gens qui sortent de prison. Quelques-uns sont morts sous la torture pendant leur séjour en prison.

Jérusalem



(1) Il s'agit de la partie Palestine occupée depuis 1967 par les Israéliens (Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est), par opposition à la partie occupée depuis 1948, désignée sous le nom d'Israël.

(2) Il s'agit de la partie de la Palestine occupée depuis 1948, par opposition à la partie occupée depuis 1967 (Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est), désignée sous le nom de territoires occupés.

(3) Ramallah est en Cisjordanie, Jaffa et Haifa sont occupées depuis 1948.

FIN

traduction QdP

Alsthom-Belfort

# LES PIQUETS CHERCHENT A S'ORGANISER

Vendredi les travailleurs appréciaient de manière positive la journée de jeudi avec le blocage de la ville et la manifestation. Mais pour certains, ça ne suffisait pas, il fallait monter d'un cran dans les actions pour accroître le rapport de force en faveur des Alsthomiens.

«Assemblée générale des piquets de grève vendredi 16 à 9 H, lisait-on sur les petits papiers distribués au cours de l'opération blocage des routes.

80 travailleurs des piquets, syndiqués CGT, CFDT et non syndiqués se retrouvaient alors le lendemain matin pour discuter de la création d'un comité d'action. Celui-ci se donnait comme objectif entre autre de faire prendre en compte les idées des piquets par l'intersyndicale.

Il devait être composé des travailleurs des piquets à raison de trois délégués élus par porte, plus tous ceux qui voudraient bien y participer. Débat très vif vendredi matin, où les liens avec l'intersyndicale occupaient la première place : le comité d'action doit-il ou non outrepasser les orientations données par l'intersyndicale ? On se donnait rendez-vous pour une prochaine discussion en vue de préciser ce qui n'avait été qu'une ébauche.

Inutile de dire que tout le monde ne voit pas cette initiative d'un bon œil. Niess, responsable du PCF et dirigeant syndical CGT annonce au meeting de vendredi une réunion des adhérents CGT samedi matin, en même temps que la prochaine AG de

piquets. Alors, en hâte, les piquets avancent leur réunion. Cette deuxième s'avère moins fructueuse que la précédente. Une forte délégation envoyée par les responsables CGT est venue proposer la transformation du comité d'action en... comité de défense de l'usine, chargé de la surveillance des locaux.

Il faut dire que l'attentat du TGV a été très mal ressenti par la majorité des grévistes. Peu approuvent son endommagement. Mais surtout, cet attentat est largement utilisé par la direction du PCF et de la CGT. En criant «haro sur les comploteurs», en faisant l'amalgame entre occupation offensive et l'action contre le TGV, en insinuant que ceux qui participent aux actions coup de

l'extérieur, les dirigeants de la CGT essayent d'isoler les travailleurs les plus combattifs.

Lundi matin, la direction de la CGT annonçait qu'à l'issue de son enquête, ils avaient «déjoué un grave complot» en découvrant un dépôt d'explosifs dans l'enceinte de l'usine ainsi qu'un atelier de fabrication de cocktail molotov. Cette «découverte» arrive fort à propos à cette étape de la lutte ou plusieurs leaders syndicaux (notamment CGT) ne cachent presque plus leur désir de voir la grève prendre fin.

D'autre part, en ce début de semaine, les propositions du chargé de mission doivent être discutées et soumises au vote des travailleurs.

Correspondant

## ● PSU

Le conseil national du PSU, réuni samedi et dimanche au Havre, a désigné Huguette Bouchardeau, sa secrétaire nationale, comme candidate aux élections présidentielles de 1981. Elle a déclaré qu'elle ne se désisterait au second tour pour un candidat de gauche mieux placé qu'à condition d'avoir obtenu des assurances politiques de ce candidat.

Les thèmes de campagne du PSU seront centrés autour du «contrôle ouvrier» des revendications des femmes, de l'opposition au nucléaire, du régionalisme, de l'écologie et de la décentralisation.

## ● MOTIONS DE CENSURE

Ce mardi, seront discutées et rejetées trois motions de censure, l'une du PCF, les deux autres du PS. Deux de ces motions de censure sont déposées à la suite de la question de confiance posée par le gouvernement sur le budget. Le PS y a ajouté une motion de censure supplémentaire portant sur l'ensemble de la politique gouvernementale.

## ● NICE-MATIN

Nice-Matin n'a pas paru ce lundi, et ce pour le septième jour consécutif. Les clivistes refusent le contrôle informatique de leur travail. Devant ce refus, la direction les a mises en chômage technique, refusant de leur donner de la copie.

Ducellier

# REPRISE DU TRAVAIL APRES 8 SEMAINES DE GREVE

Réunis en assemblée générale le vendredi 16 novembre après-midi à la salle des fêtes de Vergongheon dans le bassin de Brassac-les-Mines, les Ducellier de l'usine de Gros-Mesnil ont voté la reprise du travail à une large majorité : 471 pour, 177 contre.

Certes, le protocole d'accord ainsi accepté par les grévistes est loin de satisfaire leurs revendications : si des reclassements d'OS 2 en OS 3, d'OS 3 en P1 ont été effectués (120 environ), apportant aux intéressés une augmentation d'environ 70 F par mois, l'embauche en OS 2 à un salaire inférieur à 2 300 F demeure. Et nous restons loin des «400 F pour tous» puisque la direction n'a finalement concédé que 3 % d'augmentation (soit environ 75 F par mois pour les plus bas salaires) et la promesse d'un ajustement ultérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1980.

S'ajoutent à cela de multiples améliorations aux conditions de travail en réponse au cahier de revendications élaboré par les ouvrières au niveau de chaque atelier et le retrait de toutes les sanctions pour fait de grève et d'occupation qu'avait annoncé la direction.

Mais c'est la tête haute que les grévistes rentraient

tous ensemble dans l'usine lundi matin en guise de dernière manifestation de leur grève. Ils savent que leur patron espérait bien imposer la reprise du travail sans en lâcher, sans même négocier, mais au contraire en cassant leur détermination et en décourageant le syndicat CGT qui a dirigé l'action. Ils savent qu'il avait de bonnes raisons d'espérer cela en jouant du chantage à l'emploi dans le bassin de Brassac, où il est quasiment le seul pourvoyeur d'emploi alors qu'il y a 2 000 chômeurs en jouant de la détresse provoquée par la grève dans beaucoup de familles dont presque tous les membres travaillent à Ducellier, en jouant de la complicité des pouvoirs publics qui se sont comportés ouvertement comme les représentants de Ducellier dans le bassin.

Ils savent que seule leur détermination jusqu'au bout, jusqu'à ce dernier jour de négociations jeudi dernier où ils étaient plusieurs centaines à encercler la sous-préfecture de Brioude, a imposé des reculs non négligeables à ce patron. Ils savent enfin que selon l'appréciation de l'un d'entre eux : «Après cette grève, rien ne sera plus comme avant à Ducellier», qu'à travers les difficultés ainsi surmontées une profonde unité entre eux est apparue comme jamais auparavant, et avec elle, l'aspiration à la démocratie syndicale concrétisée notamment par la création de conseil d'atelier, que loin d'être affaiblie, leur organisation syndicale sera mieux que jamais l'instrument de leur lutte

Correspondant  
Clermont-Ferrand

## ● DASSAULT

Samedi matin à 4 h 30, les CRS ont évacué l'usine Dassault d'Argenteuil. C'est la troisième des usines Dassault en grève à être évacuée par les flics, après celles de Biarritz et de Saint-Cloud. Une manifestation de protestation était prévue ce lundi matin devant l'usine de Saint-Cloud.

## ● SONACOTRA

Pour la troisième fois, un juge du tribunal d'instance de Hayange a ordonné la réintégration dans le foyer des résidents expulsés à deux reprises, sous astreinte de 400 F par jour pour la Sonacotra. La Sonacotra a de nouveau fait appel de cette décision.

## ● Haig : déclarations sur la défense de l'Europe

Samedi, au cours d'un colloque organisé par le Figaro sur le thème «sécurité européenne et stratégie soviétique», le général Haig, ancien responsable de l'OTAN a insisté sur les dangers d'un conflit en Europe : «Les années 1980 seront les plus dangereuses depuis la fin de la guerre mondiale... Il faut admettre que les Soviétiques veulent non pas assurer un équilibre des forces de destruction, mais optimiser leurs forces de façon à s'assurer la victoire». Il a incité les gouvernements européens à renforcer leurs liens militaires avec les USA présentant cela comme la seule possibilité d'assurer leur défense. En même temps, Haig, en critiquant la politique extérieure de Carter, notamment la signature des SALT, prend date pour la campagne électorale des présidentielles où il pourrait être candidat du Parti Républicain.

## ● Bolivie

La situation est encore incertaine 20 jours après le renversement du président Walter Guevara. Une solution semblerait s'amorcer, si toutefois A.N. Busch, le chef des putschistes, renonce effectivement au pouvoir qui lui est contesté par la quasi-totalité des partis, de la grande centrale ouvrière COB et de l'église.

Selon l'AFP, M. Lidia Gueiler aurait été nommée le 16 novembre présidente de la république par intérim, jusqu'au 8 août 1980. C'est au mois de mai 1980 que devrait avoir lieu la nouvelle élection présidentielle.

Selon l'assemblée permanente des droits de l'homme, il y aurait eu pendant ces seize jours : 204 morts, 210 disparus et 110 blessés.

Si le colonel Busch renonce effectivement à s'accrocher au pouvoir, cela sanctionnera une défaite des forces armées (qui auront montré leurs divisions) et un certain succès des forces populaires. Le processus de démocratisation, entamé l'an dernier, pourrait reprendre son cours.

## ● Pologne

Avant et après les manifestations du 11 novembre, pour exiger l'indépendance de la Pologne, environ 120 personnes ont été arrêtées. D'après les milieux de l'opposition, appelés dissidents, elles auraient toutes été libérées.

Par contre, la police a perquisitionné le domicile de Kazimierz Switon, animateur du Comité pour la création des syndicats libres. Elle recherchait des tracts, qu'il aurait distribués. Dans ces tracts, les autorités polonaises étaient accusées de négligence dans les catastrophes minières de Silésie de ces jours derniers, qui ont coûté la vie à 62 mineurs. Switon et dix autres personnes ont été arrêtées.

## ● Argentine

Alors que le mécontentement des travailleurs a atteint un point critique en Argentine, Videla vient de prendre une série de mesures limitant les activités des syndicats. Il a en même temps décrété la dissolution de la CGT. On s'attend à ce que ces mesures provoquent une confrontation importante entre les travailleurs et la dictature.

## ● Des jeunes travailleurs réfugiés du Sud-Est Asiatique, en grève des loyers

Des jeunes travailleurs d'un foyer de l'Hay-les-Roses (94) font la grève des loyers depuis quinze jours environ. Les deux tiers de ces travailleurs sont des réfugiés du Sud-Est asiatique. Les réfugiés non-grévistes sont en général de nouveaux arrivants encore sous tutelle. Ils se déclarent néanmoins sympathisants de l'action des grévistes.